

les. On ne cherche pas à savoir, en implantant une usine dans la région «A», si elle pourrait nuire à une autre dans la région «B». On ne cherche pas à intégrer un programme de développement économique dans les régions sous-développées. Tout se borne à l'assiette au beurre, qui fournit d'énormes sommes à même les deniers publics, dont 67 p. 100 sont versés à de grandes compagnies multinationales. Le reste, 33 p. 100, va à d'autres entreprises qui en auraient tout autant besoin. Si cet argent servait à combattre l'inflation en indemnisant les pauvres qui en subissent surtout les conséquences, l'économie canadienne y gagnerait autrement qu'avec ces aumônes colossales, inefficaces et nuisibles, faites aux entreprises qui versent des fonds dans les coffres électoraux du parti libéral.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** Troisièmement, je dirais au gouvernement que, bien que le programme de logements ait été beaucoup amélioré, nos besoins dans ce domaine sont presque illimités. Une forte injection de capitaux destinés à construire des habitations telles que des logements sociaux, destinés surtout aux économiquement faibles, à la rénovation de quartiers urbains, etc., créerait des emplois et la richesse dont nous avons vraiment besoin. Rien de ce que nous avons fait n'a été suffisant. Nous n'avons pas fait le dixième de la tâche à accomplir même avec l'augmentation de capital de la SCHL.

Quatrièmement, en plus du logement, nous avons actuellement des besoins immenses. Nos problèmes de pollution nécessitent une injection massive de capitaux destinés surtout aux municipalités qui en sont totalement dénuées ou qui n'ont que des installations d'assainissement insuffisantes. Tant que nous ne ferons rien dans ce domaine, nos problèmes de pollution continueront à se poser et les discours des ministres de la Couronne et des députés en général ne feront qu'exprimer des vœux pieux. Voilà un autre domaine qui pourrait créer des emplois et qui permettrait d'améliorer immédiatement la qualité de vie de nos concitoyens si le gouvernement fédéral avait la moindre imagination ou se préoccupait le moins du monde du bien-être de la population.

Finalement, et je pourrais évoquer bien d'autres sujets, nos liens avec l'économie américaine, notre dépendance à l'égard de sociétés multinationales pour la recherche et le développement et le fait que nos richesses naturelles leur appartiennent principalement,—il ne s'agit pas seulement de sociétés américaines mais aussi anglaises et japonaises—a fait que nous avons exporté nos emplois et ne sommes pas parvenus à implanter des collectivités viables dans le Nord de l'Ontario, de la Saskatchewan, du Québec, du Manitoba et dans certaines parties des provinces atlantiques. Il faut que nous implantions des collectivités viables aux abords de nos richesses naturelles en y construisant des raffineries, des fonderies et des usines de transformation et de fabrication qui en permettraient le développement. Voilà certaines des suggestions que je désirais faire au ministre des Finances et au gouvernement sans espoir qu'elles soient acceptées.

• (4.00 p.m.)

Je n'espère pas que le gouvernement changera sa politique parce que, comme je l'ai dit maintes fois, et j'en suis convaincu, notre pays n'a jamais eu un gouverne-

[M. Lewis.]

ment plus conservateur, rivé aux principes du contrôle de l'économie, par les sociétés, que celui que dirige le premier ministre (M. Trudeau). Je ne crois pas que ce pays ait jamais eu un gouvernement qui se soucie plus de courbes, diagrammes, tableaux, constructions et détails technocratiques au détriment du bien-être de la population canadienne que notre gouvernement actuel, et je suis bien certain que le gouverneur de la Banque du Canada, le président de la Commission des prix et des revenus, et tous les autres conseillers économiques dépassés, auront beaucoup plus d'influence auprès du ministre des Finances que nous dans notre petit coin de la Chambre.

L'histoire enregistrera le tort immense causé non seulement à l'économie en général, mais à la vie de millions de nos compatriotes. Ce soir, nous comptons manifester notre mécontentement au moins envers les travaux de John Young et de sa petite bande de fossoyeurs économiques en votant contre les crédits supplémentaires à l'intention de la coterie de M. Young, et j'espère que ceux qui sont conscients de la situation au Canada et qui ont le courage de lever la tête se joindront à nous pour nier ce gaspillage d'argent à cette soi-disant commission qui est inutile et nuisible.

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, il est plus vrai que jamais de dire que nous vivons dans un monde de fous et que nous sommes administrés par les plus remarquables d'entre eux.

Depuis déjà plusieurs semaines, nous assistons à des débats au sujet de la situation économique au Canada, de l'augmentation du nombre de chômeurs, des problèmes de la mise en marché de produits, etc. De plus, nous constatons des contradictions flagrantes entre les dires des ministériels et ceux des députés de l'opposition officielle. Nous avons également entendu des propositions qui ont déjà été mises à l'essai, qui n'ont donné aucun résultat, et qui ont incité l'opposition à présenter la motion actuellement à l'étude.

Officiellement, 675,000 Canadiens étaient en chômage au mois de février; 1,800,000 étudiants chercheront un emploi d'été très prochainement. Selon les statistiques relatives aux autres chômeurs, statistiques qui ne sont pas officielles, leur nombre est de 200,000 ou de 250,000, ce qui fait, au total, près de deux millions et demi de Canadiens qui cherchent ou chercheront un emploi, d'ici quelques semaines.

Étant donné cette situation, nous avons souvent entendu, depuis un an et demi, le gouvernement dire: Nous devons combattre l'inflation, alors, nous allons restreindre le crédit. Nous allons demander au peuple canadien de se serrer la ceinture. Ceci a eu pour effet de créer un nombre de chômeurs plus considérable. Quelques mois après, soit le 24 décembre dernier, le très honorable premier ministre (M. Trudeau) disait, et je cite:

[Traduction]

Nous avons jugulé l'inflation!

Le premier ministre Trudeau a déclaré carrément mercredi: «L'inflation n'existe plus au Canada».

[Français]

Il a aussi dit que la relance économique devait éventuellement survenir dans quelques semaines.